

LE COMBAT SYNDICALISTE



CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

MARS 2018/N°432

2€

LA MOITIÉ DU CIEL EN GRÈVE

8 mars,

**l'émancipation des femmes n'est ni occidentale
ni orientale, elle est internationale.**



Luttes syndicales

- Les vieux/vieilles sacrifié.es à la rentabilité, EHPAD et ADMR : urgence sociale. Les services publics à défendre. P5

École

- Le sélectionnisme en marche à la fac. P4

Dossier

- 8 mars, grève mondiale des femme ! P6 à 12

International

- Allemagne.
- Royaume-Uni.
- Tchad. P16 à 21

Culture

- La société autophage. Capitalisme, démesure et autodestruction. Anselm Jappe P22&23

À coups de bars de fer

Ripostes face aux ouvertures de bars fachos du Bastion social, un par région.

Un phare dégueulant un faisceau de flèches rouges. C'est le logo du « Bastion social » néo mouvement facho, se présentant comme « mouvement métropolitain, identitaire, social et fraternel de cohésion nationale », émanation du GUD qui tente d'implanter un local associatif par région. C'est une tentative de déploiement national avec pignon sur rue, parfois des locaux dans les étages, sans vitrine sur la rue. Si le premier Bastion social apparaît à Lyon en mai 2017, le nom ne désigne alors qu'un immeuble squatté par le GUD pour en faire un « foyer pour les Français », expulsé trois semaines plus tard sans avoir pu accueillir aucun SDF « français de souche ». Le projet actuel d'implantations de locaux affichés s'inscrit dans les stratégies de recomposition plus large de l'extrême, dans laquelle la frange la plus néo-fasciste veut peser. Un espace que certains qualifient de « nationaliste autonome » développant une stratégie de « protection sociale » blanche.

Depuis, la volonté affichée d'ouvrir un de ces repaires par région a vu des implantations à l'apparence légale à Strasbourg (L'Arcadia) avec le soutien de cadres et d'élus du FN, Lyon (Pavillon Noir), Angers (L'Alvarium), Chambéry (L'Edeiweiss), Aix-en-Provence (La Bastide), qui s'ajoute à Lille (La Citadelle, club privé ouvert par les identitaires en septembre 2016).

À Strasbourg, moins de deux mois après l'inauguration de L'Arcadia, une manif a réuni près de 400 antifas le 20 janvier. Deux jours plus tard, relevant que « plusieurs membres du Bastion social ont été condamnés pour violence à Strasbourg depuis le mois de décembre, et d'autres font l'objet de procédures judiciaires », le conseil municipal a voté un vœu pour la fermeture « au titre de la sécurité



publique », sans le moindre effet. À Lyon, manif le 14 janvier avec deux centaines d'antifas...

■ Chambéry : base arrière

Festive et déterminée, avec des banderoles «ni frontières ni patriarcat», et même un drapeau des YPG, l'unité de défense kurde en Syrie, la riposte antifa à l'inauguration aura été au moins un succès numérique. Face à six fois plus de militantes antifa, une centaine de néo-nazis du « Bastion Social », anciennement Edelweiss Pays de Savoie, a inauguré le 3 février son local « L'Edelweiss », avenue de Lyon à Chambéry, sous couvert d'une asso de façade, « Les Petits Reblochs ». D'après la presse locale, le proprio s'estimant trompé, attaquerait les locataires en justice pour obtenir leur expulsion.

Ne voulant plus se limiter à être un « club de ratonnade », les fascistes savoyards tentent de se reconverter dans la solidarité entre « bons français » blancs. Sous couvert de récupérer la lutte contre la misère sociale et le mal-logement, les fascistes entendent

surtout disposer d'un lieu pour la préparation d'agressions. Dans ladroite ligne des violences d'extrême-droite quasi quotidiennes dans le Vieux Lyon, l'attaque violente sur un concert militant le 20 octobre dernier à Chambéry (par les mêmes personnes qui ouvrent ce lieu), ou encore l'agression raciste le soir même de l'ouverture d'un local du « Bastion Social » à Strasbourg par les néo-nazis présents. Face à la léthargie générale des autorités publiques, il est de la responsabilité de chacun-e de s'organiser collectivement pour barrer la route à l'extrême-droite en faisant vivre des valeurs de solidarité et de progrès social !

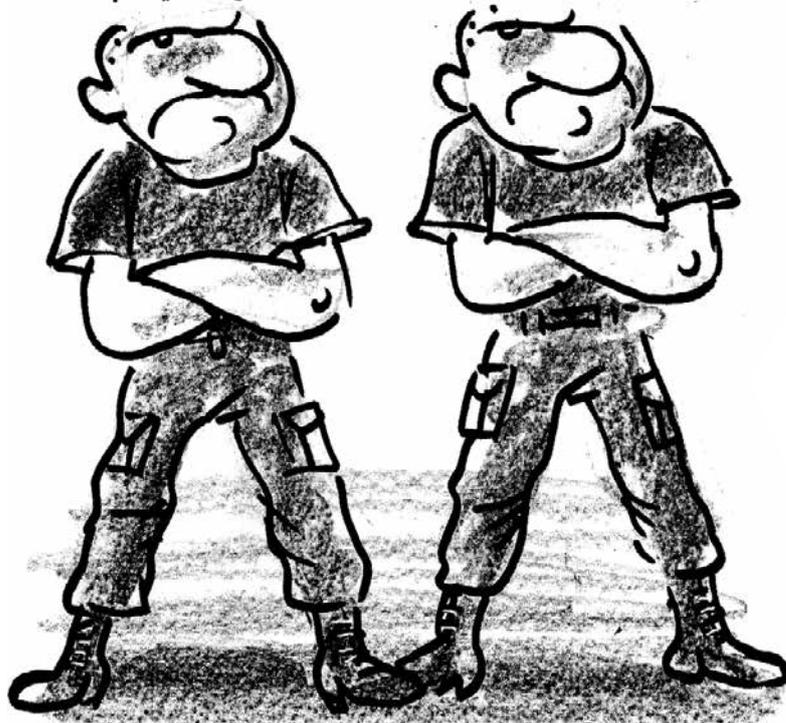
■ Angers : danger !

Depuis La Manif pour Tous de 2012-2013, l'extrême-droite angevine a repris du poil de la bête. Pire, elle bénéficie d'une relative impunité. La liste des méfaits d'une petite bande de jeunes gens « de bonne famille » est longue : perturbation en 2011 d'un conseil municipal affublés de masques de cochons pour brailler

PAS D'AMALGAME

BASTONNEUR
FACHO

BASTIONNEUR
SOCIO



contre le projet de nouvelle mosquée, destruction à plusieurs reprises de l'arbre de la laïcité depuis 2012, virées nocturnes en entonnant des chants nazis, insultes et violences racistes à la sortie d'un bar au printemps 2017, graffiti pro-Bachar el-Assad sur la maison de quartier de Belle-Beille la veille d'une soirée caritative, dépôt de deux têtes de sangliers fraîchement découpées sur le chantier de la mosquée.

Dernier épisode : cette petite bande d'identitaires et cathos intégristes fascinés par le mouvement néofasciste italien Casapound occupe un appart en rez-de-chaussée, 85 avenue

des têtes connues de la droite de l'extrême-droite, certains déjà condamnés pour insultes et agressions racistes dans les rues d'Angers en 2017. Notamment les deux fils d'un élu FN au conseil régional.

Leur enjeu grâce à ce local, garantir leur recrutement et amplifier leur capacité de nuisance. Nous ne pouvons accepter une telle menace tapie aux marges d'un quartier populaire. Déjà des agressions verbales à caractères racistes ont eu lieu contre des habitant-es du quartier.

La riposte a été engagée notamment par une manif de protestation le 24 février. Si les autorités s'accommodent d'un tel local et fuient une fois de plus leurs responsabilités il n'en est pas de même du mouvement social, syndical et associatif.

Loin des clichés, l'antifascisme c'est l'affaire de tou-t'es. ●

la rédaction du CS

D'après l'appel cosigné par les organisations locales ou départementales : Réseau Angevin Antifasciste, CNT 49, AL, Le Cercle, Le Cri des Caves, Collectif Émancipation, Collectif de soutien aux sans papiers-Cssp, FI, FSU, JC, NPA, Nuit debout, Pas Sans Nous, syndicat des quartiers populaires du 49, Rudy's Back, UNEF-Ugeac, Solidaires, individu-es. Contact : raaf@riseup.net

Informations pratiques SMIC

Le nouveau montant du Smic brut horaire sera donc porté à 9,88 euros au 1er janvier 2018 soit 1 498,47 euros mensuels sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires.

(Source : www.service-public.fr).

Logement

L'indice de référence des loyers (IRL) sert de base pour réviser les loyers des logements vides ou meublés. Il fixe les plafonds des augmentations annuelles des loyers que peuvent exiger les propriétaires.

Au 4e trimestre 2017, l'indice de référence des loyers IRL est 126,82.

(Source : www.service-public.fr).

Fonction publique

Le ministre de l'action et des comptes publics, Gérard Darmanin, a annoncé le 30 juin 2017 qu'il n'y aurait pas de nouvelle hausse du point d'indice des fonctionnaires. Celui-ci devrait donc rester le même en 2018.

(Source : <http://droit-finances.commentcamarche.net>).

Point d'indice

La valeur du point d'indice s'élève à 4,69 euros depuis le 1er février 2017. Valeur de l'indice 100 (montants annualisés) est de 5 623,23 euros.

(Source : <https://www.fonction-publique.gouv.fr>).

À compter du 1er juillet 2016, la rémunération brute afférente à l'indice minimum garanti de rémunération (indice brut 296 - indice majoré 309) s'élève à 1 439,34 euros.

(Source : <http://www.cdg50.fr>)

Indemnité de résidence

L'indemnité de résidence est égale à un pourcentage du traitement brut. Elle ne peut pas être inférieure à celle correspondant à l'indice majoré 313. Pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, l'indemnité de résidence est calculée dans les mêmes conditions que ceux à temps complet, puis proratisée au temps de travail effectif. (Source : <https://www.service-public.fr>).

- zone 1 :

indemnité égale à 3 % du salaire brut (minimum 43,48 euros)

- zone 2 :

1% du salaire brut (minimum 14,49 euros)

- zone 3 :

aucune prime

Informations collectées par ETPRECI-75

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris

Mèl : cs-administration@cnt-f.org



Le sélectionnisme en marche à la fac

Secondaire, supérieur : pour une éducation ouverte à tou-tes, émancipatrice, autogérée.

La sélection à l'entrée en licence sous prétexte de lutte contre l'échec à l'université, c'est ce qu'instaure, le plan Étudiants présenté par le gouvernement le 30 octobre. La sélection à l'entrée du Master a déjà été mise en place par le gouvernement précédent avec des effets désastreux (impossibilité de s'inscrire en master). La sélection aléatoire d'APB (Admission Post Bac) était également une catastrophe ! Le même jour, le gouvernement annonce une mission pour réformer le bac. Deux réformes à venir sous une même idéologie libérale de marchandisation des connaissances et de mise en concurrence.

■ La sélectionnisme libéral

Le plan Etudiant signe la fin d'APB mais permet surtout aux universités de sélectionner leurs étudiant-es dès la première année de licence. Sélection pure et dure sur dossier (les notes du bac n'étant pas dispo) dans le cas de licences déjà saturées (donc celles déjà touchées par le tirage aléatoire). Les universités pourront aussi inscrire un-e futur-e étudiant-e sous contrainte d'accepter des dispositifs pédagogiques (cours supplémentaires, tutorats, etc.) allant jusqu'à un an de formation de rab !

Le bac est le premier diplôme universitaire, qui doit rester le ticket d'entrée à l'université, peu importe la filière ! L'Université doit rester libre et ouverte et garder son rôle émancipateur.

Cette sélection sur dossier va se faire en se basant sur le dossier d'évaluation de l'élève et d'une appréciation donnée par le conseil de classe. Le lycée où l'élève a fait sa scolarité deviendra donc un critère d'accès à l'université. Comment

donner, dans un conseil de classe de deux heures, un avis sur les dix choix par élève sur l'ensemble des formations disponibles dans le supérieur ? En baisse depuis plusieurs années alors que le nombre d'étudiants explose, le nombre de postes d'enseignant-es-chercheur-es n'aura aucune augmentation ! Quelle crédibilité à ces dispositifs pédagogiques quand la grande majorité des enseignant-es-chercheur-es est déjà très fortement en sur-service et que les universités recourent de plus en plus à des précaires (vacataires, doctorants, ATERs – Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche) pour palier à ces manques ? Vu le nombre d'étudiants, probable qu'APB soit déplacé à un cadre local à chaque université avec tous les risques et inégalités que cela implique.

Nous le voyons avec les IDEX, EUR, Labex et autres initiatives d'excellence, la mise en concurrence est l'axe directeur de ce gouvernement (et des deux précédents). Objectif : faire émerger une université de recherche avec des activités internationales et rentables et une au rabais avec les licences non rémunératrices ou professionnalisantes à court terme. La logique émerge déjà à Lyon comme sur le plateau de Saclay. Un pas de plus vers le modèle anglo-saxon avec des coûts d'inscription très élevés et un désengagement presque total des financements publics et à terme une privatisation partielle (PIA-3, Programme d'investissements d'avenir) puis totale de l'enseignement supérieur.

■ L'université privatisée

La course au financement privé est lancée, l'Etat se désengageant

SUTE alors !

Le Syndicat Unifié des Travailleurs de l'Éducation regroupe étudiant-es et personnel universitaire. La CNT-SUTE69 appelle à la défense des droits de toutes les acteurs/actrices de l'université pour étudier et enseigner dans les meilleures conditions et les exhorte à la mobilisation contre la casse du service public de l'éducation. Bien plus que crier non à toute réforme, nous voulons une éducation gratuite, laïque, émancipatrice et autogérée ! Le syndicalisme révolutionnaire, porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... ne peut que dépasser la cogestion frileuse de la société telle qu'elle est. Il s'agit, en « attendant » la révolution sociale et libertaire, de défendre les intérêts immédiats des salarié-es et des étudiant-es.

du financement des formations, du personnel enseignant et de support. Première étape, la création systématique de fondations permet aux différents organismes de l'enseignement supérieur et recherche de récupérer des dons privés sur le modèle des grandes universités étatsuniennes. Résultat : peu de dons récoltés, et surtout par ceux déjà les mieux financés (grandes écoles, écoles d'ingénieurs, de commerce, etc.). Seconde étape : création crescendo de diplômes payants, de formations en entreprise, utilisations frauduleuses de la VAE – Validation des Acquis de l'Expérience. Le PIA3 permettra d'externaliser l'enseignement, la recherche, les fonctions support.

■ Bac light avant entonnoir

Si selon le ministre, la « réflexion » ne fait que commencer, ces résultats sont déjà connus, annoncés lors des présidentielles et par le ministère. Le bac coûte trop cher, ne sert plus à rien, il faut supprimer les séries mais surtout passer du bac premier diplôme universitaire à un concours de sélection pour études supérieures. La continuité idéologique du plan Étudiants est très claire. Pour diminuer le coût du bac, le gouvernement veut limiter a priori

le nombre d'épreuves à 4, le reste en contrôle continu. En le généralisant, c'est la fin du bac comme diplôme national instaurant le diplôme d'établissement (déjà pris en compte par certains UFRs-Unité de Formation et de Recherche). Probable qu'un diplôme d'un lycée de quartier difficile vaudra moins que celui d'un quartier aisé. La fin des séries et la mise en place d'un parcours à la carte favo-

riseront comme toujours les plus informés (bien souvent déjà favorisés) et les élèves des lycées regroupant des parcours privilégiés (futurs prérequis de l'université) qui sont bien souvent les mêmes. Réforme du bac et plan Etudiants favoriseront la reproduction sociale en laissant sur le côté les élèves et étudiant·e·s en difficulté.

Les ravages d'un tel système sont vi-

sibles au Japon et en Corée du Sud où le stress de cette sélection fait exploser le taux de suicide chez les jeunes suivant la doctrine : « *Sois excellent* » ou « *il vaut mieux mourir que déshonorer ta famille et ton pays* » !

Pour un enseignement supérieur et une recherche ouverts, émancipateurs et auto-gérés ! ●

CNT-SUTE 69

Les vieux/vieilles sacrifié.es à la rentabilité

EHPAD et ADMR : urgence sociale. Les services publics à défendre.

Une lutte exemplaire...

117 jours de grève ! Le personnel de l'EHPAD des « Opalines » à Fouchers dans le Jura, a montré avec force et détermination, que collectivement, par un rapport de classe, on peut obtenir des victoires sociales, une prime de 450 euros par an, 3 semaines de congés supplémentaires et la création de deux postes d'aides soignantes.

Depuis des années, les agent-es des EHPAD et des établissements de la fonction publique hospitalière et des services à la personne subissent une grave détérioration de leurs conditions de travail induite par les différentes réformes, coupes budgétaires, mesures d'austérité au sein des établissements publics. Soumettant les salarié·es à :

- rythme de travail insupportable : le personnel soignant est soumis à un temps défini par résident·e (soins, toilettes etc.), avec un effectif à la baisse et une charge de travail revue à la hausse ;

- horaires particulièrement contraignants : 10/12 heures, horaires discontinus ;

- flexibilité et mobilité accentuées : difficulté à prendre des congés, personnel réquisitionné pendant les repos pour pallier le sous-effectif ;

- contrats de plus en plus précaires, temps partiels imposés, CDD renouvelés tous les mois, sans réelles perspectives d'embauche ;

- bas salaires, ouvrier·es et personnel soignant, sans valorisation des métiers.

■ Résident-es sacrifié-es

Devons-nous accepter ce quotidien et infliger à nos résident-es une maltraitance « autorisée » sous couvert de productivité et de rentabilité ? Quel service public souhai-

tons-nous ? Faute de personnel et de moyens, les résident·es sont les premières victimes des politiques économiques des différents gouvernements. Infantilisé·es, juste bon·es à payer leur chambre, douché·es une fois par semaine ou pas ; 10 mn de toilette par jour ; chambres à l'hygiène douteuse faute de temps et de personnel ; repas servis à la va-vite ; animations rares et sans attrait.

La réforme sur la tarification accentuera ces graves dégradations !

Pour désamorcer la situation, le ministre de la santé dit débloquer 50 millions d'euros, soit moins de 2500 postes sur les 7000 EHPAD existants... Une aumône, un écran de fumée face à l'asphyxie des EHPAD et des associations d'aide à domicile.

■ Élever la voix, ou partir...

Depuis des années les agent-es ont l'impression de ne pas être entendus par des directions imposant toujours plus de nouvelles formes d'organisation du travail qui ne dictées que par des exigences budgétaires, ignorant les répercussions morales et physiques sur les person-

nels (augmentation de la charge de travail, culpabilisation permanente, etc.) poussant vers la sortie celles et ceux qui ne sont pas d'accord.

■ Libérons la parole !

Combien d'agent-es résigné·es, combien craquent ? Portons nos revendications collectivement pour instaurer un semblant de démocratie dans les établissements. Escroquerie pour calmer la colère des agent-es, des directions les consultent via un questionnaire soi-disant anonyme, sur les conditions de travail.

Il y a une urgence sociale à se mobiliser, à faire entendre nos voix. La fédé des travailleuses et travailleurs de la santé et du social de la CNT appelle donc l'ensemble du personnel, des familles et plus largement de la population à se mobiliser face à la marchandisation des services publics hospitaliers. Pour la dignité et pour un réel accompagnement des personnes âgées. ●

Fédé santé social

<fede.sante-social@cnt-f.org>



Le 8 mars, grève mondiale des femmes !

De la grève du sexe à la grève internationale des femmes.

Comme l'an dernier, un appel à une grève internationale des femmes a été lancé pour le 8 mars. Un mouvement qui entend rendre visible le travail des femmes dans la société, salarié ou pas, rémunéré ou non, reconnu ou pas. C'est aussi « un défi lancé au sein des syndicats et une interpellation à produire des alliances avec les luttes syndicales en cours ». Un appel à l'accumulation de forces, à l'échange, aux rencontres et donc à la convergence des luttes.

■ L'antique « grève du sexe »

La grève féministe n'est pas une arme nouvelle ni même moderne puisque dès l'Antiquité l'idée d'une « grève du sexe » émerge dans la pièce *Lysistrata* d'Aristophane (411 avant notre ère). Il ne s'agit pas d'améliorer la condition faite aux femmes mais de faire cesser la guerre, permettant le retour des époux à la maison. Cependant, dans *L'Assemblée des femmes*, pièce écrite quelques années plus tard, Aristophane envisage que les femmes se rassemblent pour prendre les grandes décisions de la cité, à la place des hommes... Une vraie révolution à l'époque, ça va sans dire. Plus tard, la grève du sexe est brandie comme arme de résistance non violente par les femmes (cas les plus récents : Liberia en

2003, Colombie en 2006, Kenya en 2009, Togo en 2012...).

■ Des ouvrières dans les grèves

En 1905 les Penn Sardin, les sardinières de Douarnenez font grève pour dénoncer leurs conditions de travail (18 h/jour, salaire à la tâche) : leur lutte est devenue un symbole pour de nombreuses féministes. Le conflit reprendra quelques années plus tard, fin 1924, et s'étendra à toute la région.

Comme souvent, les symboles laissent dans l'ombre d'autres femmes qui ont tenu un rôle primordial dans d'autres grèves ouvrières, surtout au début du XXe siècle et de la Première Guerre mondiale : les « munitionnettes » des usines d'armement de Rennes (1917), les « midinettes » à Paris (1917), les travailleuses tourangelles de l'habillement (1917-1918)... sans le moindre soutien des syndicalistes mâles. Exemple avec Alphonse Merrheim, secrétaire de la fédé des Métaux CGT, en 1916 : « Quelle que soit l'issue de la guerre, l'emploi des femmes constitue un grave danger pour la classe ouvrière. Lorsque les hommes reviendront du front, il leur faudra lutter contre ces dernières qui auront acquis une certaine habileté et toucheront des salaires différents. »

Sans commentaires. Un « comité intersyndical d'action contre l'exploitation des femmes » vit quand même le jour dès 1915, autour de Louise Saumoneau et Hélène Brion.

■ Reléguées à des tâches de soins

Dans bien des luttes, les femmes ont voulu s'investir au même titre que les hommes mais en essuyant sourires condescendants, dédain voire refus indignés de leurs camarades masculins. Barricades, piquets de grève, tranchées de la guerre d'Espagne : les femmes ont souvent été cantonnées aux rôles d'infirmières ou de cantinières, reléguées à des tâches de soins dans lesquelles elles ne souhaitaient pourtant pas forcément être enfermées. Peu ont réussi à obtenir un autre statut, et à quel prix ! Comme Mika Etchebéhère à la tête d'une colonne du POUM, après une rude bataille interne pour s'y faire accepter (Ma guerre d'Espagne à moi, ed. Libertalia).

■ La grève des ventres

Autre forme de grève féministe, la « grève des ventres » est promue à la fin du XIXe siècle par les néo-malthusianistes et reprise par le mouvement libertaire, notamment français, au début du XXe siècle.

Comme l'explique l'historien Jean-Pierre Verney, « des théoriciens anarchistes comme Paul Robin ou Eugène Humbert défendent et développent la thèse malthusienne et réclament un contrôle des naissances par la contraception et l'avortement. Mais ils y ajoutent d'autres éléments fondamentaux. Ils soutiennent qu'il serait inhumain et monstrueux de créer de la "chair à canon" qui ne servirait que les intérêts des bourgeoisies industrielles dans la grande boucherie à venir, puis de la "chair à travail", puisqu'elle facilite l'exploitation patronale, mais aussi de la "chair à plaisir", celle de la prostitution par la misère. » D'où les appels à la grève des ventres (on doit l'expression à Marie Huot, poétesse, journaliste, féministe et militante pour les droits des animaux).

Reprise récemment par Dominique Grange et saluée en 2012 par un court-métrage de Lucie Borleteau, la chanson de 1905 « *La grève des mères* » est interdite par le pouvoir pour « *incitation à l'avortement* », sans doute aussi pour antimilitarisme.

■ La grève des Islandaises de 1975

Le 24 octobre 1975, 90 % des Islandaises se mobilisent, créant un véritable chaos, démontrant leur poids dans l'économie sans même avoir atteint l'égalité avec les hommes. Cette grève n'a pas tout résolu, loin de là, mais elle a ouvert les consciences et fait changer certains comportements.

■ Grève internationale des femmes

En octobre 2016, droguée, violée, empalée à Mar del Plata, l'Argentine Lucía Pérez, 16 ans, meurt de



Grève des ouvrières des usines de conserves de poissons à Douarnenez.

ce traitement infâme. Est alors lancé un appel à une grève des femmes qui parvient, note le collectif Ni Una Menos, à faire « le lien entre les violences machistes et les modes de violence et de précarisation au travail, économiques, sociales et territoriales, et à les dénoncer comme autant de nouveaux traits d'une "pédagogie de la cruauté" exercée sur le corps des femmes (aux échos coloniaux indéniables) ».

Le succès de cette action et les liens entre féministes latino-américains relancent l'appel pour 2017 : « *Ce 8 mars, la terre tremble. Nous, les femmes du monde entier, nous unissons et organisons un moyen d'action et un cri commun : Grève Internationale de Femmes. Nous arrêtons tout. Nous nous mettons en grève, nous nous organisons et nous retrouvons entre nous. Nous mettons en pratique le monde dans lequel nous voulons vivre. [...] Nous nous mettons en grève pour rendre visible le fait que tant que les tâches de soin ne seront pas une responsabilité de la société dans son ensemble, nous serons obligées de reproduire l'exploitation de classe et de*



Women's Trade Union League à New York au début du XXe.

domination coloniale entre femmes. [...] Nous nous mettons en grève pour valoriser le travail invisible que nous faisons, construisant réseaux, soutiens, et stra-

tégies vitales dans des contextes difficiles ou de crise. [...] Parce que nous sommes là pour nous-mêmes, ce 8 mars

est le premier jour de notre nouvelle vie. Parce que le désir nous fait bouger, 2017 est le moment de notre révolution. » L'édition 2018 se veut un élargissement de « cette marée internationaliste ».

Une mobilisation exemplaire en France cette année serait la bienvenue. Que Macron ait décrété « *grande cause du quinquennat* » l'égalité entre femmes et hommes, nous fait plutôt rire (ou pleurer, on ne sait plus trop). Par contre, si par cette mobilisation les femmes elles-mêmes mettaient en évidence le déséquilibre et appelaient à un véritable changement, ça aurait une tout autre portée. Un réel espoir, voire un premier pas vers la construction d'une autre société... On peut toujours rêver un peu, non ? Au fond, il ne tient qu'à nous ! ●

Mari Otxandi, CNT Culture Aquitaine

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
CPPAP N° 0618S06521 TGI N°
97/93

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200
Aubenas

Impression sur papier certifié PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre
Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress.

Tout-e la monde déteste le patriarcat

Appel du collectif Ni Una Menos.

Depuis le 8 janvier, la grève internationale des femmes 2018 se construit sur un temps « d'accumulation de forces, de conversations, de rencontres pour construire un nouveau cri commun » qui « prend en compte nos dissidences, nos territoires, nos expériences et nos savoirs ».



Miliciennes en calot rouge et noir de la CNT-FAI en 1936

Extraits de l'appel :

« Nous nous réunissons sur nos lieux de travail et dans les communautés indigènes, avec nos voisines, nos amies, les organisations et syndicats, les étudiantes, enseignantes et travailleuses de l'économie informelle. [...] Produisons des traces de ces réunions pour rendre compte de ce temps d'ébullition et de tissage commun. Que ce qui se dit et s'élabore quelque part puisse nourrir et encourager ailleurs.

■ La grève internationaliste

Quand nous disons #NosotrasParamos*, nous inventons un nous qui embrasse femmes, lesbiennes, travestis, trans, et toutes les identités dissidentes du cis-hétéro-patriarcat. Nous disons grève internationale parce que cet outil nous permet de rendre visible, de dénoncer et d'affronter la violence que nous subissons, qui ne se réduit pas à une question privée ou domestique. Cette violence se manifeste comme violence économique, sociale et politique, comme formes d'exploitation et de dépossession chaque jour plus cruelles (des licenciements à la militarisation des territoires, des conflits néo-extractivistes à l'augmentation du prix des aliments, de la criminalisation

des mouvements sociaux à celle des migrations, etc.). Avec la grève internationale des femmes, nous valorisons d'autres modes de vie et crions que si nos corps comptent si peu, produisez sans nous. Nous savons que si nous arrêtons de faire ce que nous faisons, nous pouvons arrêter le monde. Nous l'avons fait en 2017. Nous relevons le défi de renforcer et complexifier en 2018 cette mesure commune et d'élargir cette marée internationaliste.

■ La grève, une recherche concrète

[...] Nous faisons de la question de la grève une recherche concrète et située. C'est un défi lancé au sein des syndicats et une interpellation à produire des alliances avec les luttes syndicales en cours. Mais notre grève déborde en même temps les limites du travail salarié, et valorise le travail de soin et le travail non reconnu ou non rémunéré, la production du commun dans les villes et à la campagne, dans les banlieues et les territoires indigènes. Produisons des traces de ce qui s'arrête lorsque nous nous mettons en grève, des multiples travaux que nous arrêtons de faire, et de tous les gestes de sus-

pension que la grève permet d'inventer.

■ L'Internationale féministe

Comme les zapatistes nous le disent dans leur appel pour le 8 mars, la rage, la rébellion et la dignité nourrissent des formes d'autonomie, d'insoumission et de soulèvement dans différents endroits du monde. Nous disons

que le désir nous meut : c'est un désir de sororité dans la recherche active de la dignité pour toutes et pour nos territoires, en défense de la vie et de la Terre face à l'avancée des violences capitalistes. Nous sommes mues par un désir de révolution. »

■ Le violet du ralliement

En Amérique latine, dans les Caraïbes, les rencontres préparatoires au cours des derniers mois, est apparue la proposition de nous identifier pour le 8 mars en violet, couleur qui marque le féminisme pour rendre visible cette marée et pour rendre plus puissant encore ce geste commun pendant les heures effectives de notre grève. Nous savons que différentes coordinations internationales sont en cours. Nous sommes au défi de converger vers la construction d'une mesure commune qu'est la grève, en l'étendant au travers d'alliances insolites. Nous construisons ces coordinations à travers les réseaux sociaux et dans le corps-à-corps des assemblées et de la rue. [...] C'est le temps de l'insoumission. » ●

www.contretemps.eu/ni-una-menos-8-mars-2018-greve/
 Traduction : Marie Bardet

* Nous arrêtons



**PARO
INTERNACIONAL
DE MUJERES
8DEMARZO**

**NI UNA
MENOS**
#VivasNosQueremos

Création de « Femmes Libres » de St-Étienne

MUJERES

Nous, militantes de la CNT Saint-Étienne, déclarons ce que nous voulons.

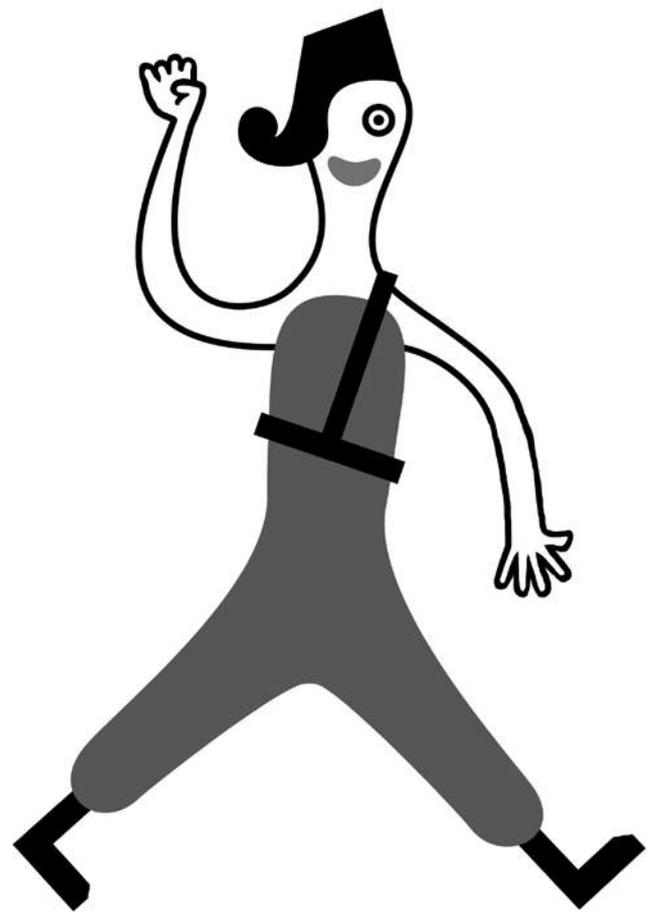
Samedi 3 février 2018, nous avons créé « Femmes Libres » au sein de la CNT de Saint-Étienne.

C'est un outil non-mixte de lutte contre les violences patriarcales sur les lieux de travail, dans les pratiques syndicales, dans l'espace privé ou public.

Toute adhérente de la CNT qui en éprouvera le besoin trouvera chez « Femmes Libres » un espace protégé de dialogue, de réflexion théorique, d'actions, de pratique et de partage des expériences.

« Femmes Libres » utilisera les moyens de diffusion de la CNT - Combat Syndicaliste, BI, Terre & Liberté, sites internet... pour faire entendre ses réflexions et ses actions au sein de la CNT.

« Femmes Libres » se réunit une fois par mois et chaque fois qu'une des membres l'estime nécessaire.



« Femmes Libres » Saint-Étienne est domiciliée au siège de l'UL, salle 15bis, bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42028 cedex1, St-Etienne. Contact : <cnt42@cnt-f.org> en stipulant «Femmes Libres» en objet. En attendant une adresse mail sécurisée. ●

CORPS

CULTURA Y DOCUMENTACION SOCIAL

De Mujeres libres à Femmes libres

Plaidoyer pour une coordination de Femmes Libres au sein de la CNT.

Nos luttes ne nous renvoient pas dos à dos. Complémentaires, elles s'additionnent.

En 1936, Mujeres Libres revendique de mettre fin au « triple esclavage des femmes : l'ignorance, le capital et les hommes ». En juillet 1937, avec ses 20 000 adhérentes, provenant majoritairement des secteurs populaires, Mujeres Libres défend l'émancipation des femmes et leur participation à la lutte révolutionnaire. L'organisation se réclame d'un « féminisme prolétarien » dans le but de se dissocier du féminisme libéral qui prône l'égalité des femmes sans contester les rapports de domination de classes. Leurs « camarades » n'étaient pas pour autant enclins à les reconnaître politiquement comme une organisation autonome au sein du mouvement libertaire.

Ainsi parlait Anna Delso, une de ces Mujeres Libres : « La capacité d'organisation des femmes me laisse stupéfaite. Plusieurs d'entre elles ont un rôle prépondérant dans leur syndicat CNT, et font partie en même temps du comité d'autogestion de leur usine. Elles se trouvent au même niveau d'égalité que les hommes dans une société non hiérarchisée. C'est une transformation totale et



radicale de la vie sociale. Les femmes espagnoles en avaient tant besoin ! Elles se sont débarrassées de l'esclavage que leur imposaient le clergé, le mari, le père, les frères et tous les autres. À tous ceux qui nous disent : Oui, nous sommes d'accord avec vos revendications de femmes, mais il faut laisser tout cela pour après, car votre attitude peut créer des divisions. Nous leur répondons : Pour après quoi ? C'est maintenant ou jamais ! Leurs idées sont une chose et leur femme et leur famille autre chose. Leur femme est à eux, intouchable. Comme les abeilles vont de fleur en fleur, eux peuvent aller de femme

en femme. Et ils trouvent ça très naturel, mais ils ne peuvent accepter qu'une femme puisse en faire autant. La sempiternelle devise de la femme, bonne mère, bonne épouse, fidèle et obéissante, doit changer ».

■ Définies par le patriarcat

Le patriarcat est un système fondé sur la hiérarchisation des individus en fonction de leur sexe biologique, celui avec lequel on naît. Le sexe social est notre place dans la société définie par le patriarcat selon notre



La Société des Citoyennes Révolutionnaires, créée par Claire Lacombe et Pauline Léon, en 1792. Cette société, proche des hébertistes, connue pour ses positions radicales féministes, fait partie des 56 clubs et sociétés non-mixtes de la Révolution qui fleurissaient pour faire entendre la voix des femmes et essayer de faire tomber les barrières sociales et politiques qui les privaient de presque tous les droits!

Trouvée chez Mathilde Larrère, historienne des mouvements révolutionnaires et auteure de «Des intrus en politique: femmes et minorités: domination et résistances» (Détour, 2018)

sexe biologique. C'est une construction sociale au même titre que la race sociale. La société étant construite et organisée selon trois systèmes de domination : capitalisme, patriarcat, colonialisme (racisme), une même femme peut donc être victime des trois constructions. Nous vivons dans une société dans laquelle on nous rappelle systématiquement (ou de manière systémique) que nous sommes des femmes. On cherche un boulot ? On monte dans un bus ? On se promène dans la rue ? On ouvre un magazine ? On discute avec les parents lors d'un repas ? On regarde un film ? On joue à un jeu vidéo ? On veut avoir un enfant ? On ne veut pas en avoir ? On veut faire de la politique ? On demande une augmentation de salaire ? Bref. Tout le temps. Partout. Ce monde nous envoie un message clair : vous êtes des femmes.

■ La non-mixité subie

« La non-mixité est d'abord une imposition du système patriarcal, qui exclut les femmes par principe, en les considé-

rant comme ne faisant pas partie de la société politique – de jure en France jusqu'en 1945, ou aujourd'hui de facto. Le monde est dirigé par des clubs d'hommes : au niveau international, ONU, OSCE, OTAN, et au niveau national : gouvernements, niveaux décisionnels des administrations, et des armées, comme des ministères correspondant à ces organismes. Clubs d'hommes encore dans la France d'en bas, dans les mairies, les amicales, les innombrables amicales de boulistes, de pêcheurs, de pratiquants de sports nouveaux ou traditionnels ; la chasse par exemple est bien gardée de plus d'un point de vue » explique Christine Delphy (sociologue, auteure, entre autres de *L'ennemi principal : économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998, co-organisatrice du Manifeste des 343 salopes en avril 1971).

L'histoire nous a appris que les victoires féministes ont été menées et gagnées par les femmes, pour les femmes, ce qui ne signifie pas contre les hommes mais bien par et pour les femmes. Il ne tient qu'à nous de nous organiser, de créer des espaces d'échanges, de dialogue, de

partage des expériences et de la pratique. Nous n'avons pas à demander une quelconque autorisation, nous femmes socialement et ou racialement opprimées pouvons, devons le faire.

Nous savons que dans ces espaces non-mixtes pour les femmes, la chape de plomb des violences sexistes et sexuelles se lève, la parole devient possible pour nombre de femmes qui, hors de cet espace sécurisé, n'en trouvaient pas la force.

■ La non-mixité choisie

« La pratique de la non-mixité est tout simplement la conséquence de la théorie de l'auto-émancipation. L'auto-émancipation, c'est la lutte par les opprimés pour les opprimés. Cette idée simple, il semble que chaque génération politique doive la redécouvrir. Dans les années 1960, elle a d'abord été redécouverte par le mouvement américain pour les droits civils qui, après deux ans de lutte mixte, a décidé de créer des groupes noirs, fermés aux Blancs. Car dans les groupes mixtes, Noirs-Blancs ou femmes-hommes, et en général dans les groupes dominés-do-



The National Welfare Rights Organisation en 1968, composée essentiellement de femmes afroaméricaines.

minants, c'est la vision dominante du préjudice subi par le groupe dominé qui tend à... dominer. Les opprimés doivent non seulement diriger la lutte contre leur oppression, mais auparavant définir cette oppression elles et eux-mêmes. C'est pourquoi la non-mixité voulue, la non-mixité politique, doit demeurer la pratique de base de toute lutte ; et c'est seulement ainsi que les moments mixtes de la lutte – car il y en a et il faut qu'il y en ait – ne seront pas susceptibles de dériver vers une reconduction douce de la domination » Toujours Christine Delphy.

C'est dans cet espace que les luttes se forment, des luttes qui ne mettent pas en péril d'autres luttes mais qui s'y s'additionnent.

« Si la domination nous divise contre nous-mêmes sous les effets conjugués de l'utilisation qui est faite de nous et de l'intériorisation de notre «différence», elle porte aussi la naissance de notre conscience. Les pratiques des dominants, qui nous morcellent, nous obligent à nous considérer comme formées de morceaux hétérogènes... Notre résistance contre l'utilisation qui est faite de nous (résistance qui croît quand nous l'analysons) rend notre existence homogène... Aujourd'hui cette conscience est encore individuelle,

c'est celle de l'expérience particulière.. et pas encore notre conscience de classe. En d'autres termes notre conscience de nous-mêmes comme individuelles, mais pas encore le savoir que la relation où nous sommes définies est une relation sociale, que ce n'est pas un hasard malheureux ou une malchance personnelle qui a mis notre personne dans cet inévitable dilemme...

Il serait temps que nous nous connaissions pour ce que nous sommes : idéologiquement morcelées parce que utilisées à des usages concrets dispersés.

Mais uniques et homogènes en tant

que classe appropriée. En tant que femmes conscientes d'être morcelées par une relation de pouvoir, une relation de classe qui les disperse, les éloigne, les différencie, mais qui luttent pour leur propre classe – leur propre vie, elle non divisible. » Colette Guillaumin, Sexe, race et pratique du pouvoir.

Que vive Femmes Libres dans nos UL, UD, UR.... ●

Femmes Libres CNT, UL Saint-Etienne.



Premier Mai des femmes à New York en 1910

Bande dessinée féministe : vous voyez l'genre

Une expo à Nantes sur la bande dessinée féministe contemporaine.

Gamine, Temple Grandin est très mal adaptée à la parole, aussi mal à l'école. Autiste quoi. Après le traumatisme du collège, sa proximité avec les animaux d'élevage la

La Russe Victoria Lopmask a fait de rapides croquis de travailleuses du sexe à Nijni Novgorod et capte confidences et petites solidarités : « On tient le coup grâce au rire et à la

Liv Strömquist s'amuse : « Personne n'a publié de rapport de recherche qui démontrerait que les femmes souffrant du syndrome prémenstruel engueulent trop leurs enfants et que par conséquent il serait mieux que les hommes restent à la maison avec les enfants et que les femmes travaillent ».



«L'impunité des hommes (célèbres)». Commando Culotte, le blog de Mirion Malle traitant des violences subies par Amber Heard la compagne de Johnny Depp. Septembre 2016

raccroche aux études, au point de devenir une pointure en zootechnie et sciences animales, diplômée prof à l'université du Colorado. Son histoire se déroule au mur de cette expo, la bande dessinée devenant littéralement bande déroulée, large ruban à tourner entre deux rouleaux, dans l'esprit du scrolling des blogs BD. Appartenant à la série des « Culottées » de Pénélope Bagieu, ce portrait de femme raconte son bizutage lors d'un de ses premiers séjours d'observation chez les lourdauds du Middle West, « aspergée de sang, bombardée de testicules de taureaux fraîchement castrés » (1). Lourdauds est vraiment un euphémisme.

■ Clito et menstrues

Chloé Wary a publié « Conduite interdite » l'an dernier, récit du combat de Saoudiennes pour arracher le droit de conduire une voiture au pays de La Mecque.

vodka ». L'Allemande Willi Lust crayonne rageusement un viol et confie dans une vidéo conçue pour l'expo qu'elle « n'est pas sûre d'être une militante, se voyant plus comme une raconteuse d'histoires engagées ». Delphine Panique dessine « Rosebud l'esprit magique du clitoris, organe le plus sensible du corps humain ». La Suédoise

■ La tactique du didactique

« Il y a plus de gens qui mentent sur les vols que sur les viols et devinez qui est accusé de mentir le plus souvent ? » interroge le blog didactique « Commando Culotte » (2) de Mirion Malle, auscultant les dessous du genre, abordant la culture du viol sur cette même bande déroulante, à manipuler comme un essuie-mains des toilettes.

Shreyas R. Krisnan explique le succès de l'icône de Rosie la riveteuse, ouvrière anonyme mise en avant par la propagande américaine de guerre sur l'engagement des femmes dans les usines, reprise par le mouvement féministe.

Avec un titre clin d'œil au slogan du mouvement pour le droit à l'IVG des années soixante-dix, cette exposition « Une BD, si je veux quand je veux » (3) a été pensée, conçue et montée à Nantes par un groupe de cinq femmes, non mixte donc : « À part le graphisme, on réunissait toutes les compétences, rédaction, scénographie, écriture, dessin, fabrication des meubles... Histoire de prouver qu'on peut travailler ensemble sans se crêper le chignon (rire) mais sans non plus se demander si on étaient toutes d'accord sur la culture du viol ou sur le fait que les hommes peuvent être féministes ou pas. Toutes les cinq, on n'est pas aux mêmes étapes de nos cheminements féministes », confie Annaïg, elle-même scénariste des aventures de « Super Auctrix rame contre le sexisme » qui ouvre l'expo, et auteure d'une histoire du recueil « Féministes. Récits militants sur la cause des femmes » paru au



Illustration Oeilbleu pour Les Connasses, "Collectif d'utilisatrices visant à promouvoir la détente et le défolement des femmes et mères en phase de devenir hystériques!" et reprise par le collectif féministe contre le viol.



Extrait de la biographie dessinée de Temple Grandin par Penelope Bagieu dans le recueil de 30 portraits « Les Culottées » en deux tomes.

même moment aux éditions Vide Cocagne.

■ Le virilisme primé

Sans prétention d'exhaustivité, se limitant à 25 auteurs dont deux hommes, leur sélection subjective a retenu humour, autobiographies, tabous et identités sexuelles, BD documentaires, réhabilitations historiques (Olympe de Gouges de Catel, ou Culottées de Pénélope Bagieu...) et créations collectives. « On a vite écarté les thèmes «Les femmes et la BD», «de» ou «dans la BD» pour se centrer sur le sujet militant, féministe, sur des personnages féminins forts, construits en conscience et des auteures sans pensées toutes faites, qui tracent leur route, vers l'émancipation. »

L'art dit de la « figuration narrative » n'est pourtant pas devenu par miracle féministe, ou même seulement débarrassé de la misogynie. En 2016, le festival d'Angoulême a révélé l'absence criante de femmes auteures, faisant naître le collectif BD Egalité qui regroupe aujourd'hui 250 auteures dénonçant le sexisme. « Cette année, souligne An-

Shreyas R. Krisnan décrypte le sort d'une image de propagande de l'effort de guerre étatsunien, Rosie la Riveteuse, devenue icône des féministes dans sa version retroussant ses manches.



ELLE NE S'EST PAS CONTENTÉE D'ÉCHANGER LES RÔLES DE GENRE AVEC UN AUTRE, ELLE ÉTAIT TOUT À LA FOIS LA MÈRE ET L'HOMME DE LA MAISON.

Les Américaines apprennent également à avoir l'air chic en bleu de travail et à retrouver leur glamour après leur journée. Elles apprennent à incarner l'idéal d'utilité autant que celui de beauté.

WOMEN'S HOME COMPANION™
19 Octobre 1943

*Magazine mensuel américain publié de 1893 à 1957.

naïg, aucune femme nominée non plus, et le grand prix a été décerné à Corben, prototype du virilisme dessinant des surhommes bodybuildés et des bombasses à gros seins. On voit qu'on est dans la réaction du système qui se sent menacé,

qui a peur, peut être inconsciemment, de perdre ses privilèges... Le féminisme est partout, dans nos lits, dans nos relations de travail, dans la rue... » ●

Nico, Intercro Nantes



C'EST FAUX (désolée)

- 1) <http://lescultottes.blog.lemonde.fr/2016/04/25/temple-grandin-interprete-des-animaux/>
 - 2) www.mirionmalle.com/
 - 3) www.maisonfumetti.fr/bd-si-je-veux/
- Après la mi avril, l'expo va tourner en France.

La ZAD, unie, jamais ne sera vaincue !

N-D-L : l'avenir du bocage occupé se joue maintenant. Avec quelques craintes.

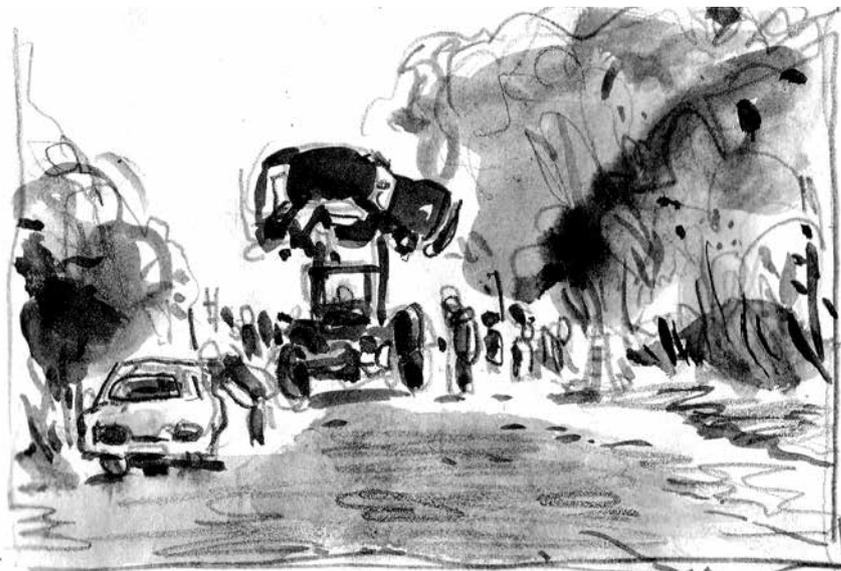
Le gouvernement a plié. C'est rare. Le rapport de forces instauré depuis des années, dans l'unité des composantes, paysans, citoyens, associations, zadistes, comités locaux, syndicalistes, a produit ce qui motive nos luttes : une victoire arrachée aux pouvoirs, État et collectivités au service d'une multinationale du BTP. Aussitôt, le Premier ministre a tendu un piège au mouvement, lui enjoignant de nettoyer la route des chicanes (1) avec un ultimatum à peine voilé et une menace de le faire par la force si cette « normalisation » n'était pas exécutée par les militant.es.

Ce qui ne s'est pas fait sans douleur pour une partie des zadistes vivant autour de cette route et qui



n'ont pas participé aux assemblées(2) où les composantes ont décidé de donner ce gage de bonne foi à l'État. L'urgence étant d'aborder les négociations pour obtenir le gel de la redistribution des terres, le refus des expulsions à la fin de la trêve hivernale, l'amnistie des militant.es du mouvement qui ont été condamné.es...

Cette réponse immédiate à l'exigence des autorités pour la route des chicanes a laissé dans l'amertume des zadistes parmi les plus précaires. Le mouvement contre l'aéroport et son



monde a toujours affirmé que toutes les formes d'occupation avaient jusqu'ici leur place, en déployant un sens inventif de la composition et une attention aux autres. Il faut être vigilant.es maintenant et demain sur des fractures sociales et politiques qui pourraient s'opérer.

Toute lutte porte en elle les risques d'avoir ses gagnants et ses laissé.es pour compte. Comme les salarié.es titulaires embarquant intérimaires et précaires et les oubliant au moment de recueillir les gains du rapport de force créé collectivement. Ou les Kantangais, zonards et autres prétendus « voyous » de Mai 68 sacrifiés à la répression après la fin des occupations de facs.

La phase qui s'ouvre pour la Zad met sur le devant de la négociation celles et ceux qui ont des projets agricoles, économiques, activités qui ont toute raison de demeurer dans la zone à développer, suivant les héritages de ce mouvement de lutte. Dans un monde où une certaine valeur travail fonde la légitimité de bien des actes en société, il serait extrêmement dommageable que le mouvement contre l'aéroport et son monde oublie que ce n'est pas le

seul critère pour exister et qu'un jugement de classe en arrive à disqualifier celles et ceux qui n'entrent pas dans ce cadre.

Un autre monde est possible. Si la ZAD est un bien commun des luttes, c'est uni.es, jusqu'au bout, que ça le restera. ●

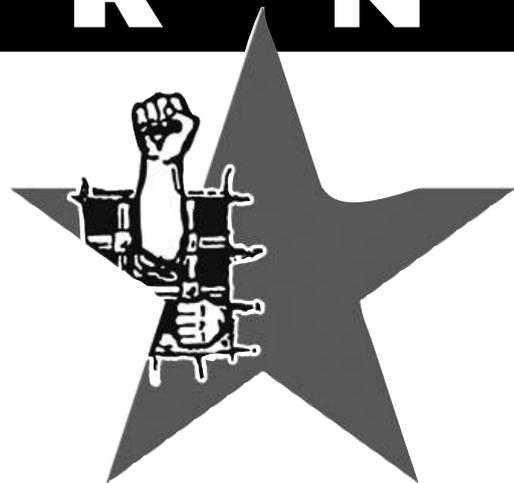
*CNT Nantes et CNCA, Collectif Nantais
Contre l'Aéroport / Nantes Nécropole*



1) D281, une des voies départementales qui traverse la zone, trois petits kilomètres et demi, fermée administrativement en 2013, aussitôt rouverte par le mouvement anti-aéroport, et frontière avec l'Est de la zone à défendre, dite zone « non motorisée ».

2) par choix de style de vie mais aussi par culture anti-autoritaire considérant les grandes assemblées suivies par des centaines de personnes comme des lieux de prise de pouvoir.

Allemagne



Répression post-G20

Dans le *Combat syndicaliste* de septembre 2017 (n°426), nous vous présentions la répression physique du G20 à Hambourg. Aujourd'hui, c'est l'heure de la répression judiciaire...

En juillet 2017, le G20 à Hambourg a été l'occasion d'une violence policière d'un niveau de répression exceptionnelle afin d'intimider et criminaliser les mouvements de gauche qui se sont opposés à ce sommet. Avec comme bilan, de nombreux blessés et plusieurs centaines d'arrestations. Une trentaine de personnes, majoritairement des militants étrangers, ont été maintenues en arrestation préventive pendant plusieurs semaines, sans preuve et parfois sans accusation contre elles (36 le 27/07, 26 le 30/08)¹. Certaines se trouvent encore en prison à l'heure de la rédaction de cet article.

À la suite du G20, les médias de masse ont appelé à la chasse au « casseurs violents », que de nombreux politiciens n'hésitent pas à qualifier de « terroristes », afin de mettre en place des expulsions de squats et des centres culturels de gauche. La police a utilisé cette couverture médiatique pour publier 144 photos de « casseurs non identifiés » par la télé et sur internet, afin d'obtenir de l'aide à la poursuite de militants anti-G20. Un appel à transmettre des vidéos et photos privées à la police pour soutenir les investigations. Le 5 décembre, la police annonçait avoir encore 3000 enquêtes liées au G20 en cours et fin janvier elle annonçait vouloir étendre les investigations dans d'autres pays européens, en particulier l'Espagne et l'Italie d'où venaient de nombreux manifestants. Durant ces investigations, plusieurs

vagues de perquisitions dans des centres culturels et dans des appartements privés ont eu lieu, avec une saisie systématique de tous les supports informatiques (ordinateurs, clés USB, CD etc.). Le but affiché était le renseignement sur les réseaux et l'organisation internationale de la gauche.

Les jugements déjà prononcés sont également très sévères. Par exemple, Peike S., la première personne condamnée dans le cadre du G20, a reçu 2 ans et 7 mois de prison pour avoir, soi disant, jeté deux bouteilles en direction de la police. Avec pour seule preuve deux témoignages de policiers. L'exemple probablement le plus connu est le procès de Fabio. Bien qu'aucune preuve ou charge ne soit retenue contre lui, en dehors de ses opinions politiques, il n'aura été libéré que contre une caution de 10 000 euros, et l'obligation de pointer trois fois par jour dans un commissariat à Hambourg. En plus de jugements très sévères pour des faits ridicules, les procès liés au G20 sont caractérisés par des constructions et par des témoignages produits et convenus par la police.

Avec le G20, la répression en Allemagne a atteint un nouveau niveau dont beaucoup de militants sont victimes. Ainsi le Sonderinsatzkommando (SEK – commando spécial), avant seulement impliqué dans des prises d'otage et opérations spéciales contre des terroristes, se montre maintenant dans le contexte de manifestations antifascistes. Les

possibilités de surveillance et de fouille dans la vie privée de tout le monde continuent de grandir et les peines deviennent de plus en plus lourdes. Citons ici une peine de 2500 euros pour participation à un sit-in contre l'AFD (parti d'extrême droite) à Düsseldorf ; les 8800 euros d'amende contre deux militants qui ont appelés à bloquer des manifestations de nazis ; ou encore 2 ans de prison ferme pour utilisation d'un mégaphone dans une manifestation antifa au moment d'une attaque par la police.

La répression nous vise tous et cherche à écraser toute résistance contre le système capitaliste meurtrier qui domine actuellement notre planète. C'est à nous de nous y opposer pour créer un monde plus libre et où les gens pourront vivre dignement.

La solidarité est notre arme ! ●

Le GT Europe

¹ Source: Le Ermittlungsausschuss G20 (EA)/Rote Hilfe E.V.

Plus d'informations, des appels à la solidarité et des dates de procès :

<https://unitedwestand.blackblogs.org/fr/>
Comptes pour les dons :

Pour les procédures juridiques :

Rote Hilfe e.V.

Sparkasse Göttingen

Sujet: „G20“

IBAN: DE25 2605 0001 0056 0362 39

BIC: NOLADE21GOE

Pour le soutien de la campagne sur place :

Rote Hilfe e.V.

Ortsgruppe Hamburg

Sujet: „United we stand“

IBAN: DE06 2001 0020 0084 6102 03

BIC: PBNKDE33XXX

Royaume-Uni

Déclin des grandes centrales syndicales et montée des syndicats radicaux

Le groupe Europe du Secrétariat International a choisi de traduire ce texte intéressant du numéro d'hiver 2017 du journal Freedom, qui donne un éclairage sur l'actualité et l'état du syndicalisme au Royaume-Uni.



Grève du syndicat IWGB

Tandis que les grandes centrales syndicales britanniques cherchent désespérément un nouvel élan, les plus précaires s'organisent sans elles pour défendre leurs droits.

Le Trades Union Congress (TUC), (organisation fédératrice des syndicats britanniques), est confronté à une baisse du nombre de ses adhérents ce que nombre d'entre eux dans l'organisation reconnaissent comme une crise. Parallèlement, des syndicats plus radicaux ne font pas que se développer mais gagnent activement encore et encore. Qu'est-ce qu'ils ont de plus que le TUC n'a pas ?

La crise de l'adhésion au TUC est générationnelle. Parmi ceux qui sont actuellement actifs, la génération ayant la plus forte densité de syndiqués se rapproche de la retraite.

Ceux qui les suivent, actuellement au milieu de leur vie professionnelle, sont à peine moins susceptibles d'être membres d'un syndicat, mais ils vieillissent. Cependant, lorsque nous regardons ceux qui commencent à peine à travailler, la baisse d'adhésion est flagrante.

En substance, lorsque des syndicalistes plus âgés prennent leur retraite, personne ne les suit. La prochaine génération de travailleurs n'est tout simplement pas syndiquée et la crise de l'adhésion risque de s'aggraver

dans une quinzaine d'années.

Au sein du TUC, cela a provoqué des réactions allant du déni à la panique. Cependant, même lorsqu'ils reconnaissent le problème, cela ne signifie pas que la réponse soit nécessairement la bonne. Voir un blog du TUC suggérer que « au lieu de dire « soyons solidaires ensemble », nous pourrions dire que « les syndicats sont votre meilleur moyen d'aller de l'avant au travail », vous dit tout ce que vous devez savoir sur la mauvaise direction qu'ils prennent.

Mais alors que le TUC étudie « trois nouveaux modèles » pour « engager » les jeunes travailleurs, prêts à mener un « projet pilote » de ce qu'ils considèrent comme le meilleur

leur en 2018, quelque chose de bien plus crucial et passionnant est en train de se produire. Les travailleurs s'organisent dans les secteurs les plus précaires de l'économie et réalisent des conquêtes énormes.

Les syndicats traditionnels ne diminuent pas parce que les jeunes pensent qu'ils ne sont pas branchés, ou parce que la prochaine génération est criblée d'individualistes à la recherche d'avancement professionnel, prêts à accepter n'importe quel affront, de zéro heure à des heures supplémentaires non rémunérées. Ce genre de ligne ne sert qu'à accepter le récit du capitalisme du XXI^e siècle et à justifier un syndicalisme de fournisseur de services qui ne mène nulle part. La raison réelle du déclin est le repli sur le secteur public et d'autres bastions traditionnels de l'affiliation syndicale telle que l'industrie, rejetant la « gig economy » [tous les petits boulots, l'auto-entrepreneuriat...], le secteur des services, etc., comme « impossible à organiser » et qui valent à peine le coup.

Une exception honorable récente à cette règle est la « MacStrike » menée par le syndicat Bakers Food and Allied Workers (BFAWU). Mais ceci est une aberration dans la vision du TUC avec ses lobbies parlementaires périmés focalisés sur le gel des salaires dans le secteur public et ses grèves prévisibles d'une journée qui n'ont rien d'exceptionnel.

En revanche, les efforts des syndicats tels que les Industrial Workers of

QUI FAIT QUOI ?

☆ Industrial Workers of the World (IWW)

iww.org.uk

Fondé aux États-Unis en 1905, le syndicat répertorie actuellement 14 branches actives en Grande-Bretagne, ce qui en fait le syndicat le plus diversifié géographiquement. Particulièrement actif dans des endroits tels que Bristol et Sheffield, il a une solide organisation et d'excellents contacts internationaux.

☆ Independent Workers of Great Britain (IWGB)

iwgb.org.uk

Organisé à l'origine comme une émanation de l'IWW, IWGB a travaillé avec des travailleurs précaires et migrants à travers Londres, en particulier dans les universités, et a récemment fait un grand bond en affrontant le service controversé de l'ap-

plication de taxi Uber sur leur traitement du personnel.

☆ Solidarity Federation (SolFed)

solfed.org.uk

N'a pas de section officielle sur les lieux de travail, car ce n'est pas un syndicat officiellement reconnu, mais maintient une forte présence à Brighton et a des sections locales actives dans une demi-douzaine de villes du pays.

☆ United Voices of the World (UVW)

uvwunion.org.uk

Forte présence auprès des travailleurs migrants à Londres, lutte contre la précarisation et pour le salaire minimum vital. À récemment soutenu la section Ferrari Two dans leur lutte contre H.R. Owen.

the World (IWW), les Independent Workers of Great Britain (IWGB) et les United Voices of the World

(UVW) sont vraiment inspirants. Ces syndicats ont fièrement combattu l'idée de l'impossibilité de s'organiser et, au cours des deux dernières années, leur nombre a considérablement augmenté.

Les agents de nettoyage, et les agents de sécurité dans des endroits comme l'université de Londres, les coursiers à vélo, les chauffeurs privés, le personnel de la restauration et autres se sont rapidement imposés comme la force militante de la classe ouvrière organisée en Grande-Bretagne, loin devant les rododromes de l'« équipe maladroite » du TUC.

Ce qui est important, c'est que ce militantisme ne se limite pas à la grève. Le syndicat de la fonction publique PCS a pris plus de jours de



Grève du syndicat SolFed

grève que de nombreux autres syndicats de 2010 à 2014, et il a perdu successivement les luttes sur les retraits, les salaires et les conditions de travail. En comparaison, ces travailleurs précaires et faiblement rémunérés gagnent activement : un salaire décent, le personnel sous-traitant obtenant les mêmes conditions que le personnel interne comme les congés maladie et les vacances, la réintégration des représentants licenciés, et la liste continue.

Un facteur clé est la tactique, bien sûr. Les grèves qui sont appelées à infliger des dommages économiques plutôt que de simples protestations sont la pierre angulaire d'un arsenal plus large qui comprend des occupations, des blocages, des marches et des manifestations beaucoup plus bruyantes et vibrantes que celles mornes organisées par les vétérans du TUC dans les grandes villes. Mais ces tactiques sont efficaces parce qu'elles sont organisées à la base et que la démocratie de base est vibrante.

Il n'est pas nécessaire d'être anarchiste pour se rendre compte que l'approche des syndicats du TUC est complètement antithétique à cela. Les exemples extrêmes sont l'hostilité ouverte des permanents contre les syndicalistes de base qui prennent des initiatives et font des actions sans leur aval, et les syndicats qui purgent les activistes parce qu'ils ont une vision politique dérangeante.

Plus banale est la façon dont les questions en litige sont retirées aux membres de base pour disparaître dans des « négociations confidentielles » et les tactiques de campagne périmées sont imposées aux travail-



Grève du syndicat UVW

leurs d'en haut. La politique syndicale est aussi lassante et destructrice que la politique de bureau la plus toxique et tout représentant chevronné avec une once de bon sens a depuis longtemps été désillusionné et aigri par tout ça.

Au XXI^e siècle, notre organisation doit évoluer. Nous avons plus de moyens que jamais de communiquer avec nos collègues, et ils peuvent être un atout considérable s'ils sont utilisés efficacement. Mais les principes de base de l'organisation qui fonctionne et produit des résultats restent les mêmes: parler en face-à-face, agiter sur des questions dont les travailleurs se soucient réellement, choisir des batailles gagnables et utiliser l'action directe pour les gagner afin que les travailleurs puissent réaliser leur propre pouvoir collectif, et augmenter à mesure que plus de travailleurs s'impliquent.

En théorie, c'est du syndicalisme ordinaire. Mais même si un syndicat a son modèle d'organisation théorique, en pratique il ne s'accorde pas bien avec le besoin de la bureaucratie de s'auto-soutenir et de vouloir garder le pouvoir à tout prix. La démocratie et l'autonomie des membres et des branches sont également des obstacles à ce besoin.

En tant que travailleurs, la perspective d'une nouvelle génération qui ne serait pas organisée devrait nous inquiéter. Les attaques auxquelles

nous sommes actuellement confrontés sont le résultat d'une classe dirigeante cherchant à nous donner un coup de pied quand nous sommes en panne; ils perçoivent le mouvement syndical comme assez faible pour leur permettre de faire reculer les conquises des décennies précédentes, et ils n'ont pas tort. Avec la crise de l'adhésion syndicale, il n'y a aucun doute qu'ils verront l'opportunité de continuer à nous mettre des coups de pied.

Mais en tant qu'anarchistes, nous avons une réponse. C'est la même réponse que cela a toujours été — l'organisation démocratique à partir de la base et en utilisant l'action directe — mais la taille du mouvement qui le met en pratique est en croissance.

Les syndicats comme IWW, IWGB et UVW le font sur le lieu de travail, et bien qu'ils soient dignes d'un article, il vaut la peine de mentionner que les groupes de locataires et de revendicateurs ainsi que des organisations comme Sisters Uncut font un excellent travail dans les communautés.

L'importance de tout cela est que ce n'est pas seulement un moyen plus efficace de faire et de défendre des acquis réels dans le présent. Combiné avec une perspective anti-étatique et anticapitaliste, c'est le mouvement que nous devons construire si nous voulons façonner notre propre avenir. ●

Texte publié dans le journal Freedom, hiver 2017, traduit de l'anglais par le

GT Europe du SI. <https://freedompress.org.uk/>



Grève du syndicat UVW

Tchad



Grève générale illimitée au Tchad ! Soutien international au peuple tchadien !

Au Tchad et en particulier dans la capitale N'Djamena, un mouvement de contestation sociale prend de l'ampleur. À l'appel des syndicats, une grève générale a débuté fin janvier dans les services publics (administrations, enseignement, magistrature, santé) et s'étend au secteur privé. La répression organisée par le régime dictatorial du président Idriss Déby est violente. Nous exprimons notre solidarité et notre soutien international au peuple tchadien. Nous dénonçons le silence complice de la France, soutien inconditionnel du dictateur Déby.

La dictature d'Idriss Déby

Idriss Déby est un chef de guerre arrivé au pouvoir par les armes en 1990. Avec l'appui des services de renseignement français, il a chassé de la présidence Hissène Habré dont il était précédemment un proche collaborateur. Avec des scores allant de 60 à 88 % des suffrages, il a remporté au premier tour les élections présidentielles de 1996, 2001, 2006, 2011 et 2016. Il a fait voter en 2004 une modification constitutionnelle levant la limitation à deux mandats présidentiels. Comme les précédentes, l'élection présidentielle d'avril 2016 a été marquée par de nombreuses restrictions de la liberté d'expression, des recours à la force contre des manifestants pacifiques et des disparitions. En plaçant aux

postes clés de son administration des membres de sa famille ou de son ethnie, Déby a instauré un régime autoritaire fondé sur la corruption, le clanisme et le népotisme.

■ Pays porte-avion

Le silence de la communauté internationale en général et de la France en particulier concernant les violations récurrentes des droits humains au Tchad s'explique par l'intérêt stratégique que représente le territoire tchadien. La présence militaire française au Tchad est quasiment continue depuis l'indépendance du pays en 1960, des accords de coopération militaire étant signés en 1976. L'opération Barkhane, lancée en 2014 et toujours en cours, a vu se déployer 3 000 militaires français et 200 blin-

dés au Sahel pour lutter contre les groupes salafistes djihadistes de la région. Son état-major et ses forces aériennes sont basées à N'Djamena, ce qui explique la bienveillance jamais démentie de l'État français à l'égard du régime tchadien. Depuis le Tchad, la France peut veiller à ses intérêts stratégiques et économiques dans la région, notamment l'exploitation de l'uranium par Areva au nord du Niger. Par ailleurs, Emmanuel Macron a annoncé la création d'une Alliance pour le Sahel, lancée sous impulsion franco-allemande le 13 juillet 2017. L'un des objectifs de cette alliance est de créer dans différents pays sahéliens dont le Tchad des « hotspots », ces centres destinés à traiter les demandes d'asile et ainsi trier les candidats à la migration au plus près de leurs régions d'origine.

■ « Jeudi de la colère »

Plusieurs syndicats et partis d'opposition ont appelé à une manifestation pacifique pour le jeudi 8 février et les suivants, les « jeudi de la colère ». Les revendications portent avant tout sur la baisse du niveau de vie suite à l'effondrement des cours du pétrole (baisse des salaires des fonctionnaires, suppression des bourses universitaires, augmentation des prix des carburants). La manifestation a été interdite en raison des risques liés aux activités terroristes du groupe salafiste djihadiste Boko

Haram. Il s'agit évidemment d'un prétexte fallacieux destiné à museler toute forme de contestation. Dix partis politiques ayant soutenu cette initiative ont été suspendus pour deux mois, au mépris des droits fondamentaux pourtant garantis par la constitution tchadienne. Certains rapporteurs évoquent plus de 600 arrestations arbitraires et des tirs à balle lors des précédentes manifestations. Face au déploiement des forces de l'ordre, l'appel à manifestation du 8 février a été peu suivi. Vendredi 9 février, la porte-parole de l'Union européenne a appelé au « respect des

libertés fondamentales » en faisant explicitement référence à la répression du mouvement de protestation en cours. Plusieurs dizaines d'étudiants auraient été arrêtés samedi 10 alors qu'ils manifestaient pacifiquement pour la reprise des cours.

Pour le libre exercice du droit syndical, pour le respect de la liberté d'expression, d'association et de manifestation ! Au nom de la solidarité internationale, nous exprimons notre soutien au peuple tchadien et à la grève générale ! ●

Le groupe Afrique du SI



Action de soutien aux grévistes d'Amazon à Kaiserslautern

Samedi 25 novembre 2017, l'Initiative anarchiste de Kaiserslautern a organisé un stand d'information dans la zone piétonne frappé du slogan «Solidarité avec les grévistes d'Amazon» dans le cadre de la campagne «Make Amazon Pay». L'objectif était de donner plus de visibilité aux conflits actuels

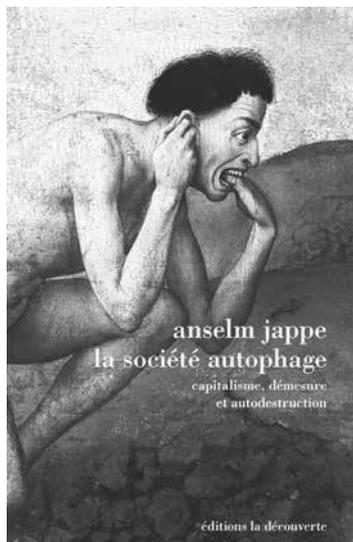
liés aux conditions de travail dans les usines Amazon et d'exprimer leur solidarité.

De nombreuses conversations avec les passants, il est ressorti que ces sujets affectent non seulement Amazon, mais aussi une grande partie des entreprises dans et autour de Kaiserslautern. Les passants ont aus-

si largement affirmé leur solidarité avec les grévistes d'Amazon! ●

*Traduit de l'allemand par le GT Europe :
<http://aikl.blogspot.eu/>*

En savoir plus sur la campagne Make Amazon pay :
<https://makeamazonpay.org>



La société autophage.
Capitalisme, démesure et autodestruction
 Anselm Jappe,
 La Découverte,
 248 pages, 22 €

Quelles conséquences subissent les individus vivants dans une société où l'économie a colonisé toutes les sphères de la vie et soumis l'existence entière à la rentabilité ? Sur la base de la critique de la valeur et du fétichisme marchand, Anselm Jappe* définit un paradigme fétichiste-narcissique qui caractériserait le sujet post-moderne.

Avec le passage de l'économie du désir à l'économie de la jouissance directe, consubstantiel à l'extension du libéralisme dont le seul but est de vendre plus de marchandises,

Mange-toi ça dans la gueule

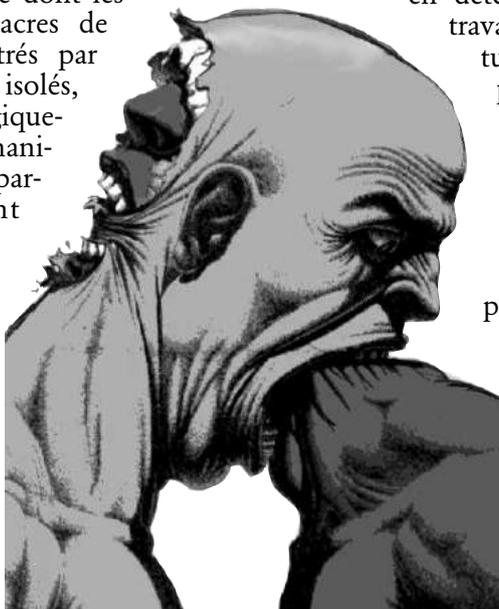
l'individu contemporain est bloqué au stade du narcissisme. Il est dressé à devenir un consommateur absolu structuré mentalement pour chercher sans cesse à satisfaire son seul désir. Cette crise du sujet constitue une véritable rupture anthropologique dont les récents massacres de masse perpétrés par des tueurs isolés, illustrant tragiquement les manifestations particulièrement prégnantes du déferlement de haine, les autres individus étant considérés uniquement comme des adversaires dans une société marchande qui a aboli toutes les limites et met tous les êtres humains en concurrence.

Dans cette société marchande, le travail est devenu le médiateur universel, ce qui fait de chaque in-

dividu un membre de la société qui partage avec les autres une essence commune lui permettant de participer à la circulation des produits. En régime capitaliste, c'est la simple quantité de temps nécessaire à la production d'une marchandise qui en détermine la valeur. Le travail a une double nature, concret comme production d'un résultat, abstrait comme temps employé, dépensé sans considération pour le contenu.

Dans les sociétés pré-capitalistes, le travail était subordonné aux décisions prises dans d'autres sphères sociales, selon la hiérarchie féodale par exemple, qui n'était pas liée à la productivité ou au travail.

C'est pourquoi il faut distinguer deux niveaux de domination : celle de certains groupes sociaux sur d'autres (lutte des classes) et la domination impersonnelle exercée par la valeur, le travail, l'argent et la marchandise.



ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE !

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.

ABONNEMENT
 GRATUIT





Le capitalisme n'a pas inventé l'avidité, l'injustice sociale, l'exploitation et la domination, mais la généralisation de la forme marchandise constitue sa particularité historique. L'argent n'est plus l'auxiliaire de la production de marchandises, mais c'est la production de marchandises qui devient un auxiliaire pour produire de l'argent.

Toutes les formes de production antérieures, pour injustes et absurdes qu'elles aient pu être, servaient à quelque chose. Mais lorsque l'argent devient lui-même la finalité de la production, aucun besoin satisfait ne peut jamais constituer un terme. La production devient son propre but. La valeur ne connaît pas de limite et ne peut avoir lieu sans une croissance, nécessairement plus rapide, de la production matérielle. En consommant les ressources naturelles, elle finit par consommer tout le monde réel. ●

Thierry, ETPICS 94

* Théoricien lié au courant de la « critique de la valeur » il a publié en 2003 *Les aventures de la marchandise*. Pour une critique de la valeur, réédité en poche aux éditions de La Découverte. Anselm Jappe y insiste sur la nécessité de la critique du fétichisme de la marchandise en s'appuyant sur une lecture marxienne des catégories fondamentales du capitalisme, marchandise, argent, travail abstrait, valeur, catégories formant l'essence même du mode de production capitaliste, et de notre réalité.

« Aller en arrière, là, jamais » Un docu sonore sur la migration d'un jeune burkinabé.



Samuel quitte son village au Burkina Faso à quinze ans. Il traverse les frontières et se cogne à l'impensable. Histoire d'une bataille jusqu'au refus.

« Rien que une seule fois mon frère, ma sœur, ma mère, les revoir, même si c'est une minute... Tu te dis tu ne vas pas vraiment survivre à tout ça. Tu as le cœur qui bat, tu trembles, tu as des questions, beaucoup de trucs dans la tête... Et si je vais mourir, ma famille va devenir quoi ? Quand ma mère va apprendre... Qu'est ce qu'elle va ressentir ? Peut-être elle ne saura même pas. Ma mère vient de perdre un enfant il y a pas longtemps, elle va en perdre un autre... »

Ils invoquent leurs ancêtres, 11'04
Je voulais vraiment savoir, 8'19
Je ne comprenais plus ma vie, 11'25

On va tenter ailleurs, 9'07
Tu ne peux plus repartir en arrière, 11'29
Je ne signerai pas, 13'39

« On était une soixantaine dans le bateau. J'avais des photos de ma mère de mon frère. Celui qui était avec moi me dit de jeter ça sinon, ceux qui vont nous emmener, si ils vont voir ça, ils vont peut être me frapper (...) On n'a pas le choix. Soit tu supportes, soit tu meurs »

« Croire jusqu'au bord. Mineur en fuite. » Un docu sonore en six épisodes réalisé à l'issue d'un atelier de six mois avec des mineurs exilés : lebruitagene.info/portfolio/croire-jusquau-bord ●

Nico, Interco Nantes

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. **AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

CONCERT SANS FRONTIERES



30 & 31 mars

Salle la Jacobelle

Jacob- Chambéry



VEN. 30 à 20h30 Projection

AUBE DOREE!

UNE AFFAIRE PERSONNELLE

SAM. 31 à 19h30 Concerts

EASYCOMBO

Jamaica Rock, Chambéry

LES PARTISANS

DU HIP HOP

Hip-Hop, Genève

PSYCHO SQUATT

Punk, Dijon

DUBAMIX

Dub, Paris

Les Echorateurs

Interplateaux

**Des individuelles
& CNT, FA, SCALP**



concertsansfrontieres.pas73.lautre.net/